

En interdisant le financement des partis politiques depuis l'étranger, Macron veut mettre à mort le RN

écrit par Marcher sur des oeufs | 8 octobre 2020



Les dispositions politiques pour la mise à mort du parti nationaliste souverainiste français le plus important. Comment ce parti pourra-t-il se financer s'il est interdit aux banques françaises et européennes de lui prêter de l'argent ? Comment Macron envisage-t-il le financement de ce parti ? Est-ce légal, est-ce démocratique ? Comment peut-on parler des problèmes économiques que connaît ce parti sans parler de la guerre que les pouvoirs politiques lui livre depuis dix ans ou plus ; période pendant laquelle toutes les stratégies pour le faire sombrer économiquement ont été mises en œuvres par ces pouvoirs ?

Qui peut encore croire que la France est républicaine, démocratique et égalitaire dans le domaine de l'expression politique ?

-« Macron demande à l'UE l'interdiction du financement indirect des partis politiques depuis l'étranger »-

<https://sptnkne.ws/DNKn>

Dans une déclaration commune avec la Lituanie et la Lettonie, Emmanuel Macron a demandé à l'Union européenne d'adapter son plan d'action pour la démocratie européenne. Il réclame notamment un renforcement de la lutte contre les cyberattaques, la désinformation et les influences extérieures sur la vie politique.

Lundi 28 septembre, l'Élysée a publié sur son site la déclaration commune de la France, de la Lituanie et de la Lettonie sur «la protection des démocraties». Se référant au plan d'action pour la démocratie européenne, ces trois pays souhaitent «aller plus loin» concernant les cyberattaques, la désinformation et les financements des partis politiques.

Le texte mentionne tout d'abord un mécanisme de protection entre États membres [contre les attaques informatiques](#) destinées à déstabiliser un système électoral. Ce mécanisme contiendrait un volet préventif de détection des tentatives de déstabilisation ainsi qu'un volet retour d'expérience basé sur le partage des pratiques les plus efficaces contre les cyberattaques.

Concernant la désinformation, la déclaration rappelle les quelques outils mis en place contre celle-ci, à savoir le Centre d'excellence européen contre les menaces hybrides, les task forces Stratcom, l'initiative EUvsDisinfo ainsi que le plan européen contre la désinformation. Elle réclame des «outils réglementaires plus robustes en matière d'action publique pour lutter contre la désinformation», notamment dans un contexte d'élections.

«L'UE doit prendre de nouvelles mesures en matière de responsabilité et de transparence pour les plateformes en ligne afin de lutter contre la désinformation. Ces mesures doivent se fonder sur la primauté des droits fondamentaux», poursuit le document.

Financement des partis politiques

depuis l'étranger

Rappelant qu'il est déjà interdit aux partis politiques de recevoir des financements de pays tiers, le Président Macron, son homologue lituanien Gitanas Nausėda ainsi que le Premier ministre letton Arturs Krišjānis Kariņš estiment que la réglementation est trop faible concernant les financements indirects (partis nationaux, dons privés). Ils souhaitent que cette révision entre en vigueur avant 2024, année des prochaines élections européennes.

«Nous appelons de nos vœux une nécessaire révision du règlement 1141/2014 relatif au statut et au financement des partis politiques européens et des fondations politiques européennes afin d'interdire non seulement le financement direct de partis européens par des intérêts étrangers mais aussi leur financement indirect provenant de l'étranger», indiquent-ils.

Travailler avec la Russie

Pour le journal *Le Monde*, cette déclaration rendue publique lors de la visite du chef de l'État à Vilnius vise en particulier la Russie, la Chine [et la Turquie](#). Malgré des tensions liées à l'affaire Navalny, Macron prône un renforcement des relations diplomatiques avec Moscou.

«Nous ne pouvons pas faire comme si l'Europe était une île, loin de la Russie», a-t-il notamment déclaré lors de la conférence de presse de lundi.

Le Président souligne ainsi la nécessité de travailler avec la Russie pour assurer la stabilité en Europe, et cela englobe les troubles qui touchent la Biélorussie. Sur ce dossier, il s'aligne avec la Lituanie dans le [refus de reconnaître la légitimité](#) du Président Loukachenko, et se dit favorable à l'imposition de sanctions. Ce mardi matin, il rencontre la

chefe de file de l'opposition biélorusse, Svetlana Tikhanovskaïa.

Dans une déclaration commune avec la Lituanie et la Lettonie, Emmanuel Macron a demandé à l'Union européenne d'adapter son plan d'action pour la démocratie européenne. Il réclame notamment un renforcement de la lutte contre les cyberattaques, la désinformation et les influences extérieures sur la vie politique.

Lundi 28 septembre, l'Élysée a publié sur son site la déclaration commune de la France, de la Lituanie et de la Lettonie sur «la protection des démocraties». Se référant au plan d'action pour la démocratie européenne, ces trois pays souhaitent «aller plus loin» concernant les cyberattaques, la désinformation et les financements des partis politiques.

Le texte mentionne tout d'abord un mécanisme de protection entre États membres contre les attaques informatiques destinées à déstabiliser un système électoral. Ce mécanisme contiendrait un volet préventif de détection des tentatives de déstabilisation ainsi qu'un volet retour d'expérience basé sur le partage des pratiques les plus efficaces contre les cyberattaques.